

« pompidolisme » dont la principale fonction est de préparer la bourgeoisie française à affronter la prochaine crise pré-révolutionnaire. Il constitue de ce fait, un régime de transition entre le bonapartisme gaulliste et une nouvelle stabilisation de la situation au profit de la bourgeoisie, sur la base d'une défaite de la classe ouvrière, dont les formes de domination politique (régime présidentiel, bonapartisme) dépendraient des caractéristiques de la crise traversée. Enfin, contrairement aux thèses 6 et 7, ainsi qu'aux parties 3 et 4 des deux rédactions en présence dans le BI 36, nous présentons les thèses suivantes :

### Point 6

Les développements récents renforcent et accélèrent cette évolution. Après 68, la bourgeoisie s'est efforcée de restaurer en sa faveur un rapport de forces ébranlé par la combativité ouvrière. La politique mise en œuvre dans le cadre du projet de « nouvelle société » visait l'intégration « conflictuelle » du mouvement ouvrier. Elle s'appuyait, d'une part, sur une hausse importante du taux de la plus-value, liée à la récupération des concessions faites à Grenelle, qui fut, avec le développement des exportations consécutif à la dévaluation du franc, la base de l'expansion exceptionnelle des années 69-70, et d'autre part, sur la capitulation des organisations ouvrières traditionnelles. Mais la politique contractuelle est sans cesse remise en question par la combativité ouvrière, entretenue par l'inflation, base de l'expansion, et la bourgeoisie n'a pu résorber le rapport de forces issu de Mai 68. Tandis que la combativité croissante de la classe est de plus en plus intolérable pour le système, la crise de la société se traduit par l'entrée en lutte de couches traditionnellement fidèles au régime, celles de la petite bourgeoisie classique, urbaine ou rurale, lésées par la politique de rationalisation. Enfin, dans le cadre de la crise sociale et politique actuelle, les fonctions répressives et idéologiques des divers corps constituant l'appareil d'Etat, apparaissent de plus en plus ouvertement. Ainsi, ont éclaté les divers « malaises » de la police, de la magistrature, des mass-média qui alimentent les scandales et sapent son autorité. C'est la légalité même de l'Etat bourgeois qui est atteinte par les formes dures des luttes ouvrières, par l'agitation de la petite bourgeoisie et de la jeunesse, par la crise des institutions bourgeoises.

### Point 7

Après l'échec de Chaban, le gouvernement Messmer marque un tournant qualitatif. La préoccupation dominante n'est plus l'intégration mais la préparation à l'affrontement avec la classe ouvrière. En effet, la restabilisation de la domination bourgeoise ne se produira pas insensiblement mais exige un changement brutal des rapports sociaux. C'est ainsi, qu'il faut comprendre le rôle accru de Pompidou comme arbitre entre les diverses fractions de la bourgeoisie (majorité « présidentielle »...) et son appui aux fractions ultras (désignation de Messmer, Peyrefitte, couverture des scandales, etc.). C'est également dans cette optique que s'explique la mise en veilleuse des projets multiples d'un grand parti conservateur que giscardiens et « centristes »

divers n'ont pas réussi à réaliser dans la phase antérieure. Mais ils ne sont pas abandonnés et certaines fractions de la bourgeoisie continuent à préparer leur mise en œuvre dans la phase ultérieure.

### Point 8

Le projet réformiste de l'U.G. n'est pas dû à l'initiative autonome des appareils ; il trouve son fondement dans l'évolution globale de la situation depuis Mai 68.

L'accord conclu entre le PC et le PS constitue la réponse de deux partis réformistes à la volonté de changement politique apparue depuis Mai 68 dans la classe ouvrière, dans le cadre d'un Etat fort qui a considérablement réduit les marges de manœuvre parlementaires. Le programme commun n'est en rien un programme de transition anti-capitaliste, auquel il ne manquerait que la volonté et les moyens d'aboutir. Il s'inscrit explicitement dans le cadre de l'Etat bourgeois et même de la Vème République, qu'il prétend réformer de l'intérieur sans faire appel à une mobilisation et une structuration autonome de la classe ouvrière.

Dans une période de lutte de classes exacerbée où la bourgeoisie risquerait de se trouver rapidement acculée, le programme pourrait être la carte jouée par la fraction plus consciente de la bourgeoisie, sous certaines réserves :

- la démonstration des capacités bonapartistes de Mitterrand d'une part ;
- et d'autre part, l'émergence des forces à droite du PS, venant contrebalancer le PC dans l'alliance.

C'est à ce prix que la bourgeoisie accepterait une solution gouvernementale avec participation du PC. Ces conditions sont loins d'être actuellement réalisées.

Une erreur d'analyse grave consisterait à ne se placer que dans une logique d'appareil, négligeant fondamentalement le niveau de conscience des masses travailleuses. On aboutit alors, à entrevoir une soi-disant dynamique de mobilisation de masse dans le sillage de l'U.G. soit parce que pour de larges couches de travailleurs (AGL incluse) elle apparaîtrait comme une réponse de classe face à la bourgeoisie, soit parce que la grande masse des travailleurs n'aurait pas encore compris la capitulation du PC devant le PS, cheval de Troie de la bourgeoisie ; et, qu'en conséquence, les masses continueraient à le suivre en toutes circonstances. S'y référer d'ailleurs quasi exclusivement revient à subir les pressions de l'électoratisme et débouche sur des positions, tactiques ou pas, opportunistes. On peut ainsi justifier une tactique électorale non par le sens que nous pouvons lui donner par notre campagne, mais par le caractère de classe du bulletin de vote, soit pour le PC-PS, soit pour le PC seul, dans l'isolement. C'est ainsi que l'UG acquiert curieusement une dynamique classe contre classe d'une part, ou que, d'autre part, il ne nous reste plus qu'à désavouer le PC pour qu'il reflète cette mobilisation des travailleurs en rompant l'alliance contre nature avec le PS.

### Point 9

Les tâches de l'heure des marxistes révolutionnaires sont déterminées par notre orientation stratégique et la tactique de construction du PR, qui en découle. Ainsi, nous pratiquons dans les luttes, la tactique